

Jean GLAVANY

Ancien Ministre

Député des Hautes-Pyrénées

Président de la Communauté

d'Agglomération « Le Grand Tarbes »

Paris, le 26 Juin 2007

Monsieur le Président,

J'ai bien reçu votre courrier 3 Mai ainsi que le questionnaire d'ACTIVAL aux candidats aux élections. Je regrette de ne pas avoir pu y répondre avant mais les campagnes électorales laissent peu de temps pour le travail de fond. Mais j'y réponds malgré tout après les élections pour ne pas donner le sentiment d'une « défense » mais, au contraire, d'une réelle volonté de dialogue.

J'y réponds à ma manière, c'est-à-dire en m'écartant de votre questionnaire qui est le vôtre, c'est-à-dire partisan, ce que je ne conteste en rien mais ne me permettrait pas de répondre librement dans la mesure où je ne me reconnais pas dans plusieurs de ses formulations.

1.- Je commencerai par un point d'accord entre nous : la vallée du LAVEDAN doit être sauvegardée, protégée, épargnée. C'est une belle, très belle vallée et aucun projet d'infrastructure ne justifierait qu'elle soit défigurée en quoi que ce soit. Si tel était le cas, vous pourriez compter sur moi pour m'y opposer avec vous.

Simplement aurais-je la malice d'ajouter que certains protecteurs acharnés de la nature se manifestent aujourd'hui avec une violence étonnante quand ils n'ont rien dit lorsque cette belle vallée a été défigurée il y a quelques années par une 2 x 2 voies routières...mais je reconnais que cette remarque relève de la mure malice et qu'elle ne fait pas avancer le débat. Peut-être éclaire-t-elle, quand même, certains comportements.....

Une fois ce point d'accord fondamental entre nous, j'en viens aux divergences.

2.- Les divergences que je peux avoir avec vous tiennent :

- d'une part à la notion d'échange
- d'autre part à notre responsabilité personnelle et directe vis-à-vis de la lutte contre l'effet de serre
- ensuite à notre responsabilité en termes de développement économique
- enfin à la méthode et de l'ouverture à l'étude.

Je prends ces points dans l'ordre :

2 – 1 La notion d'échange.

Pour moi, l'échange avec l'autre, l'étranger, le différent, est un signe d'ouverture. Je suis pour la multiplication des échanges : je n'en ai pas peur, je la souhaite. Cela ne veut pas dire que je sois « libre-échangiste » au plan économique ! Non, le libre échange c'est la loi de la jungle, donc la loi du plus fort et, donc, les chances des pays du Sud niées, bridées, brimées. Et, dites-moi, comment les aider si on ne les aide pas à faire parvenir leurs productions jusqu'à nos marchés ?

Je crois, en outre, que l'échange c'est la paix. Et que les guerres qui ont ravagé notre continent et, plus généralement, le monde, furent les fruits naturels d'un manque d'échange.

Donc l'ouverture de la France vers l'Espagne à travers les Pyrénées m'intéresse beaucoup, j'allais dire presque philosophiquement si cela doit faciliter l'échange. Plus ce sera facile de communiquer avec l'outre-Pyrénées, mieux cela vaudra pour nous, pour nos enfants.

2 – 2 Il faut faire la révolution écologique. Et la faire vite. C'est une question de survie de la planète. Je n'ai pas attendu le pacte de Nicolas HULOT, ni le réveil de JUPPE pour m'en persuader et je suppose, puisque je parle à des associations écologistes, que nous serons d'accord sur ce point de vue.

Alors, cela a pour moi deux conséquences concrètes :

- agir dans tous les domaines : l'eau, les déchets, l'air...et, donc, le gaz à effets de serre. De ce point de vue, le ferroutage à la place de la route m'intéresse, au même titre que le transport maritime [encore que, passionné de mer, je sais aussi les dégâts considérables que font les gros tankers ou porte-containers sur nos mers...]. Oui, pour des raisons fondamentalement environnementales, je souhaite le développement du rail plutôt que de la route.
- agir tous et partout : je ne suis pas un adepte de ce que les sociologues appellent les « NIMB » (« not in my backyard »). Agir, ce n'est pas que chez les autres ! Chacun d'entre nous doit agir, chacun de nos territoires doit participer. Chaque citoyen, chaque entreprise, chaque commune, chaque département, chaque région doit apporter sa pierre à la sauvegarde de la planète.

Le rapprochement de ces deux points fait mon intérêt a priori pour le ferroutage...chez nous. C'est une question de logique et de cohérence.

2 – 3 Nous avons aussi une responsabilité en termes de développement économique. Nos territoires et nos concitoyens attendent de nous, élus, que nous nous battions pour contribuer aussi efficacement que possible au développement économique de nos territoires. Il en va de l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants qui doivent pouvoir « vivre et travailler au pays ».

Et, de ce point de vue, ma modeste expérience d'élu, des études et observations que j'ai faites des expériences fructueuses ailleurs, à l'étranger ou en France, m'ont mené à cette conclusion : « donnez-nous des infrastructures de transport et des structures de formation et nous pourrons développer n'importe quel territoire ».

Alors, à ce titre, un projet d'infrastructure de transport m'intéresse....presque autant que le pôle universitaire tarbais. D'autant que cette infrastructure pourrait (je dis bien « pourrait »...je n'en sais rien...je voudrais savoir) comporter une plate-forme de chargement créatrice de milliers d'emplois.

2-4 Enfin, la méthode : pour toutes ces raisons, je voudrais que l'on étudie la T.C.P. Je voudrais qu'on étudie sérieusement, honnêtement, objectivement si l'on peut concilier développement économique et sauvegarde de notre environnement. Que l'on étudie si une T.C.P. pourrait être envisagée qui, à la fois, épargne la vallée d'Argelès et apporte du développement économique à travers une plate-forme de chargement.

Qu'on l'étudie ! Et que l'on juge ! Si cela dégrade la vallée, ..., pas question ! Si la plate-forme ne doit pas être chez nous, pas question ! Mais, si ça peut se faire sans coût écologique avec un avantage économique ? C'est là, et seulement là qu'est notre divergence : je voudrais que l'on étudie cette hypothèse, qu'on ouvre le débat, et vous répondez « pas besoin d'étudier, nous savons que ce n'est pas possible, étudier c'est déjà s'engager ».

Moi, je crois que refuser d'étudier, comme empêcher les chercheurs de chercher, c'est céder à une forme d'obscurantisme et je ne peux m'en satisfaire.

Voilà, tranquillement exposées, les divergences qui sont les nôtres. Je regrette vraiment qu'aucun échange n'ait jamais pu s'engager entre nous sur ce sujet et sur ces points car la démocratie n'y gagne rien.

Est-il possible d'engager le dialogue ? Je l'espère.

Croyez, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.


Jean GLAVANY

Monsieur Jean-Pierre LARAN
Président d'ACTIVAL
Mairie de
65400 PRECHAC